

Témoignage à Kibuye*

Le génocide comme instrument politique « moderne »

Un récit du docteur Wolfgang BLAM

Le docteur Wolfgang Blam était médecin à l'hôpital de Kibuye en avril 1994 quand le génocide éclata. Cet observateur courageux et lucide nous offre un témoignage exceptionnel sur le déroulement des événements dans un chef-lieu de préfecture particulièrement touché par cette tragédie et durant des semaines terribles où presque tous les étrangers avaient quitté le pays. Il restitue de manière saisissante l'organisation bureaucratique décentralisée de la terreur, l'adhésion de toute une partie des élites locales, mais aussi de simples gens, au programme d'extermination des Tutsi et le désespoir régnant chez ces derniers. Ce récit nous a paru être la meilleure analyse possible de ce que fut le génocide de 1994 au Rwanda et de ce que représente concrètement le « défi de l'ethnisme » dans cette région d'Afrique. Nous remercions vivement le docteur Blam de nous avoir autorisé à le traduire.

* Traduction de « Völkermord als "modernes" Politikinstrument. Eine vorbereitete Endlösung für die Opposition », par le docteur Wolfgang BLAM, médecin de la Coopération allemande à Kibuye en 1994, texte publié en allemand dans H. SCHÜRINGS (éd.), *Ein Volk verlässt sein Land. Krieg und Völkermord in Ruanda*, Cologne, 1994. Traduction en français par J.-P. Chrétien relue par l'auteur.

Situation de départ : Kibuye au début de l'année 1994

Un voyage d'études organisé par l'Office allemand de coopération (le DED¹) conduisit cinq journalistes allemands à Kibuye. Pour compléter le thème principal, celui des forêts et de l'agriculture, ils visitèrent aussi l'hôpital de Kibuye et discutèrent avec les médecins et le personnel administratif : équipement, finances, vente des médicaments, participations financières, autonomie administrative, solvabilité, situation sociale et naturellement aussi le Sida.

Le soir eut lieu ensuite une rencontre dans un cabaret avec les trois collègues médecins, pour encore une fois parler de politique. Le collègue médecin qui avait été choisi par son parti, le MDR (Mouvement démocratique républicain), pour le nouveau parlement de transition prévu, parla de la mauvaise situation économique du pays et de la population, de l'urgence de la mise en place de l'accord de paix, mais aussi des intérêts de pouvoir contradictoires de l'ancienne élite. Malgré la persistance de la terreur politique, il ne voyait pas d'autre alternative et était modérément optimiste. Il est originaire de la région, il a fui Ruhengeri après les pillages et il est hutu.

Le médecin régional, antérieurement en fonction de directeur d'hôpital, et promu seulement depuis deux mois grâce à de bonnes relations au ministère, orienta la discussion sur l'opposition ethnique entre Hutu et Tutsi, comme étant une problématique « pour le moins importante » dans la politique du pays. Il est originaire des environs éloignées et il est hutu.

Notre directeur de l'hôpital donna de nouveau son compte rendu général de l'hôpital, car dans la journée il n'avait pas été là. Sur le thème hutu-tutsi, il ne dit presque rien, sinon qu'il s'en tenait tout à fait à l'écart et que ce n'était sûrement pas le problème majeur du pays. Après sa fuite du Rwanda en 1973 et des études à Kinshasa (Zaïre), il s'était établi depuis cinq ans à Kibuye, bien qu'il soit originaire d'une autre région. Il avait été nommé directeur seulement depuis peu, malgré les intrigues de

¹ *Deutscher Entwicklungsdienst*, littéralement le Service allemand de Développement.

notre médecin régional et apparemment faute d'autres candidats. Il est tutsi.

Nous avions décommandé en février la visite de nos parents d'Allemagne prévue pour avril à l'occasion de la naissance de notre fils. Après des assassinats politiques non éclaircis en février, accompagnés de violentes manifestations dans la capitale, nous voulions épargner à nos parents un voyage dangereux, parce qu'eux de toute façon n'allaient assumer qu'à contrecœur ces ennuis pour leur premier petit-fils.

En chemin au moment de l'attentat contre le président

La nouvelle de l'attentat contre l'appareil présidentiel nous parvint le jeudi matin (7 avril) à Gikongoro. Nous étions en tournée de travail depuis quatre jours. Avec notre fils âgé de deux mois, nous étions logés dans la demeure « à une chambre » d'une amie, sur la place du marché. Les autres chambres voisines de cette cour intérieure étaient louées à des soldats. C'est sur leurs radios ouvertes très fort que nous avons appris tôt le matin la nouvelle de cet attentat. Ma femme et son amie étaient aussitôt tombées en larmes et se lamentaient en disant qu'elles allaient maintenant être exécutées, ce qui pour moi était tout à fait incompréhensible et hystérique. Le sentiment que cela me donnait au contraire, c'était l'espoir que dès lors pouvait se terminer la politique de blocage de la mise en œuvre de l'accord de paix.

On était encore de bon matin et après discussion avec les voisins et avec la gendarmerie à l'entrée du marché, j'ai pu téléphoner à Kigali et à Kibuye depuis un kiosque. J'ai racheté de l'essence et après de nouvelles discussions, nous sommes repartis avant 9 heures directement par la route de Kibuye, avec notre amie et un peu de ses affaires de ménage. Car elle ne voulait « en aucun cas mourir seule ».

A la radio on pouvait entendre la recommandation de rester chez soi pour des raisons de sécurité, donc de ne pas aller au travail. Le poste de gendarmerie sur le marché examina nos bagages durant dix minutes, avant de nous laisser continuer, une

fois désintéressés. Sans rencontrer d'autres problèmes à une barrière de gendarmes à la sortie de la ville, nous sommes arrivés vers midi à Muko, pour informer un assistant technique qui y vivait.

Invités là à déjeuner, nous ne nous étions pas dépêchés, après ce que nous avons vécu jusque là. Nous avons payé cela vers 15 heures, en essayant de repartir. Après 300 mètres un policier de village nous arrêta, contrôla les papiers et nous fit retourner au bureau communal, sous prétexte que nous avions emmené une passagère tutsi de Gikongoro qui n'avait pas de motif de retour dans sa région. Une fois arrivés là, ma femme aussi fut vivement accrochée, parce qu'elle est tutsi. Le bourgmestre qui était bien connu de nous vérifia par téléphone que le congé déclaré par notre amie était un prétexte et voulut l'arrêter à cause de ce mensonge afin de la renvoyer à Gikongoro à la prochaine occasion. Nous avons fait observer qu'il n'était pas habilité à contrôler une absence non autorisée sur le lieu de travail : il écarta ces objections en se fondant sur l'urgence de la situation. Mais comme nous ne voulions pas laisser notre amie repartir seule et qu'entre-temps on avait dépassé 16 heures, le bourgmestre nous recommanda de passer la nuit chez notre connaissance, avec notre amie, alors qu'en réalité il aurait dû l'arrêter.

Cette nuit fut la première d'une longue série horrible. Dès le dîner, vers 21 heures, nous avons soudain entendu des bruits sourds à l'extérieur. La maison voisine, qui était celle d'un tailleur, un Tutsi, était manifestement démolie. Pourtant on n'entendait aucune voix, ni aucun voisin. Notre veilleur de nuit haussa les épaules, mais il accompagna cependant notre ami chez l'adjoint du bourgmestre dans l'autre direction. Là quelques personnes étaient rassemblées, mais elles ne savaient pas non plus où était à ce moment-là la famille du tailleur. Jusqu'à minuit des groupes de gens passaient courant devant notre maison dans différentes directions ; nous supposons qu'il s'agissait de fuyards et d'agresseurs.

Le lendemain matin notre connaissance trouva des environs presque désertes, et à la paroisse toute proche, quatorze cadavres, abattus à la machette.

Après de nouvelles négociations, le bourgmestre nous conseilla à la fin de poursuivre notre route vers Kibuye, car il ne pouvait

plus garantir notre sécurité. En échange d'un bidon d'essence, il nous fit escorter par le chauffeur de la commune et par un gendarme sur dix kilomètres, jusqu'à la limite de la commune. Aux habitations suivantes on montrait déjà du doigt le Blanc et les femmes tutsi qui avaient passé la nuit dans la commune.

Notre ami, l'assistant technique, avait entre-temps reçu vers midi un avis de regroupement et d'évacuation vers Butare et il préparait son départ...

Nous l'avons appris plus tard, les meurtres à la paroisse avaient été commis par un groupe de miliciens du MRND sous la direction du policier qui nous avait arrêtés au début. Les portes avaient été enfoncées et toutes les personnes réfugiées là avaient été abattues, non sans que des femmes aient été d'abord violées.

Peur et espoir dans l'oasis de Kibuye

Le voyage se poursuivit paisiblement jusqu'à Kibuye sous le soleil et avec la vue sur la chaîne des volcans, si bien que nous croyions trouver une ambiance plus pacifique à Kibuye. Mis à part un contrôle de police négligent sur la route devant l'hôpital, la première impression confirma cet espoir. Mais l'accueil de nos partenaires, coopérants et collègues du voisinage, exprimait la peur et l'insécurité. Des échanges téléphoniques permanents s'étaient établis avec les quelques autres Blancs de la ville et on se rassurait mutuellement : Kibuye et ses environs étaient calmes et il n'y avait aucun motif d'évacuation. Cependant les Blancs devaient rester en contact et éventuellement se regrouper à Kibuye.

Quelques collègues de travail et leurs familles n'ont plus passé la nuit chez eux depuis le jeudi (7 avril), par peur des bandits qui comptaient profiter de l'insécurité et se répandaient visiblement dès la journée dans le centre de la ville de Kibuye, à Cyumbati.

Le directeur de l'hôpital avait disparu à Kigali où il s'était justement rendu le mercredi pour une session. Sa femme, infirmière, et ses quatre enfants se sentaient légitimement menacés :

c'était des Tutsi connus pour leurs bonnes relations avec les membres de l'opposition politique, ils étaient relativement aisés, indépendants et cela malgré leur appartenance tutsi. Ils avaient déjà rampé jusque chez nos voisins, où ils restèrent jusqu'à leur assassinat le 25 avril.

Le collègue médecin, du parti d'opposition MDR à Kibuye, était également inquiet en tant que représentant prévu pour le futur parlement de transition, surtout après la nouvelle de l'assassinat de Madame le Premier ministre et de plusieurs membres du gouvernement de l'époque. Il avait dormi à l'hôpital et à la fin de la semaine (9.4), il vint dans notre maison avec sa femme et aussi un ami de son parti avec ses enfants. Durant les cinq jours suivants, nous les avons « cachés » dans une maison vide de la Coopération allemande, située à l'écart, car nous croyions que les membres de l'opposition étaient les éléments prioritairement menacés.

Par téléphone on avait déjà été mis au courant des massacres de Kamembe-Cyangugu, au cours desquels par exemple le médecin régional de Cyangugu que nous connaissions avait été brûlé vif devant sa maison. Sur la radio incendiaire RTL M du parti extrémiste CDR, juste trois jours plus tôt, le lundi (4 avril), il avait été insulté comme complice des rebelles, organisateur de réunions des rebelles à Cyangugu. Lors d'un entretien le mardi avant l'attentat, donc le 5 avril, je ne lui avais pas parlé de ces diffamations, parce que je connaissais son honnêteté et que je tenais ces accusations pour totalement absurdes.

Pendant notre dîner commun, le samedi soir, avec nos voisins coopérants et les trois familles sous notre protection, fut annoncée sur l'émetteur officiel « Radio Rwanda » la formation du nouveau « gouvernement intérimaire ». Ses membres provenaient, d'après le présentateur, de tous les partis du gouvernement de coalition antérieur (d'avant Arusha, donc sans le FPR), mais ils étaient issus sans exceptions des fractions radicales « Power ». Ces fractions avaient fait scission depuis la fin de 1993 au sein de tous les grands partis d'opposition : ces groupes sympathisants du président (pro-Habyarimana) et racistes (extrémistes Hutu), avaient changé d'orientation afin d'assurer à l'ancien président une majorité cachée au parlement.

Un concurrent de mon collègue médecin, dont, encore en novembre 1993, une tentative de subversion avait été démasquée (durant une conférence interne du parti à la préfecture), était alors promu ministre de l'information.

Le commentaire spontané qui était avancé, sous le choc et la peur, était que cela correspondait à un putsch de la clique présidentielle (« Akazu ») et ne présageait rien de bon pour le Rwanda. Le comité de crise mentionné dans cette déclaration radiophonique ne fut jamais nommément connu, malgré ce qui avait été promis sur cette radio. Seule la présence du représentant des Nations unies de cette époque, Jacques-Roger Booh-Booh, fut mentionnée pour servir de légitimation.

Dans cette ambiance « d'avant la tempête dans l'oasis » vint ensuite, le dimanche 10 avril, l'avis d'évacuation via Nyabisindu et Butare ou via Cyangugu et Bukavu, diffusé chez les autres Européens.

Celle-ci fut « ordonnée » par phonie depuis l'ambassade de Suisse à Kigali, car les liaisons téléphoniques à l'intérieur de Kigali entre l'ambassade d'Allemagne et l'Office allemand de Coopération avaient été interrompues dès le 7 avril.

Avec plus de dix personnes sous la protection de nos locaux de service et sans informations sûres concernant l'itinéraire et les risques de la route, je me décidai à rester. En outre j'étais à ce moment-là le seul médecin à l'hôpital ; le médecin régional et le médecin de la planification familiale n'ont jamais proposé leur aide à l'hôpital (et ceci jusqu'à leur « fuite » en juillet !).

Jusqu'à la coupure du réseau téléphonique à Kibuye l'après-midi du mardi (le 12.4), je suis resté en contact avec l'Office allemand de Coopération (DED) à Berlin, avec des connaissances à Bujumbura (Burundi) et des contacts à Bukavu (Zaire).

A partir de ce mardi on eut à maintes reprises des informations selon lesquelles des maisons brûlaient dans les secteurs environnants, que des familles étaient attaquées, voire expulsées et que des réfugiés affluaient sur Kibuye. De Kibuye on ne pouvait (encore) rien voir, ni même entendre.

Par la suite nous avons appris qu'une unité de gendarmerie revenant de Rutsiro avait encore constaté et dissout, cette après-midi du mardi, un attroupement de milices armées du MRND sur la route d'accès à Kibuye. On sut aussi que le chef local de la

gendarmerie n'avait jusque là pas encore fait distribuer aux gendarmes de suppléments, ni de grandes quantités de munitions, ce qui empêchait encore les radicaux figurant parmi eux de désertier.

Kibuye, étape finale et centre des réfugiés

Après la coupure du réseau téléphonique, la situation se modifia et l'ambiance devint dramatique. Déjà dans la nuit, des réfugiés étaient arrivés à Kibuye, surtout de Rubengera/Mabanza, où ils ne s'étaient plus sentis suffisamment en sécurité, bien qu'ils se fussent regroupés devant le bureau communal. Les nouvelles de massacres impitoyables, défiant l'imagination, commis contre des groupes de réfugiés en commune de Rutsiro ainsi que dans le centre de santé de cette localité et la proximité de ces groupes de miliciens extrêmement agressifs venus de Gisenyi et de Rutsiro poussèrent des opposants et surtout la population tutsi des communes voisines jusque dans la ville de Kibuye comme étape ultime.

Les jours suivants arrivèrent d'autres flots de réfugiés, surtout de Mabanza, si bien que le vendredi sûrement plus de 10 000 réfugiés étaient concentrés dans la ville de Kibuye : plus de 5 000 dans le stade à côté de l'hôpital, plusieurs milliers à la paroisse catholique et un nombre indéterminé chez des amis ou des parents, et aussi déjà sur les îles proches du lac Kivu.

La propagande extrémiste à la radio, notamment de la part des fonctionnaires du parti, s'était entre-temps développée de manière si fortement raciste contre les Tutsi, décrits comme les complices de l'armée rebelle, que les membres « Hutu » de l'opposition osèrent de nouveau s'aventurer hors de leurs cachettes, pour ne pas risquer le reproche de « se cacher ». C'est dans cette logique que mon collègue médecin était aussi sorti de sa cachette à partir de cette deuxième semaine, pour se livrer de nouveau à son travail « normal » à l'hôpital.

Nous avons organisé alors en commun une heure de consultations le matin pour les réfugiés au stade, nous avons fourni des

outils pour creuser des latrines et nous avons improvisé un approvisionnement en eau, durant des heures et sous surveillance policière, en utilisant un robinet de l'école primaire située à 30 mètres du stade. A l'hôpital lui-même il n'y avait que quelques patients, surtout pour des blessures de coups de machettes.

Dans le quartier résidentiel de Cyumbati à Kibuye, toutes les maisons « abandonnées » des Tutsi furent pillées et même détruites ces jours-là quand elles appartenaient à des Tutsi. Devant cette insécurité, presque tout le personnel paramédical de l'hôpital, des deux ethnies, s'était installé avec les familles dans l'hôpital (pharmacie, salle d'opération et secrétariat devinrent des logements de fortune). Durant la journée la famille du directeur réussit encore à sauver du pillage quelques biens ramenés à l'hôpital, mais là ils furent pillés dans la semaine qui suivit les massacres par quelques travailleurs de l'hôpital (officiellement la famille était déjà morte, alors qu'elle était cachée dans la maison voisine).

Vers la fin de la première semaine, le personnel qui poursuivait les consultations au stade subit une pression croissante, sous prétexte qu'on soignait et qu'on soutenait des complices de l'ennemi. A partir du dimanche 17 avril, ces consultations furent interrompues, parce qu'aucun Rwandais n'osait plus aller au stade. Bien plus, le médecin régional, qui encore au début de la semaine avait bien accueilli la construction des latrines, m'expliqua lors d'une discussion sur l'hygiène du stade, que cette grande masse « d'opposants et de sympathisants des rebelles » était perçue comme un danger par la population de la ville. Selon lui, ils pourraient certainement piller, violer et tuer de nuit dans les environs et, vu leur grand nombre, ils seraient potentiellement dangereux même pendant la journée.

Le jeudi (14.4) vers midi, trois frères de ma femme étaient arrivés. Durant les six derniers jours, ils s'étaient enfuis de leur commune natale, à 25 km de distance, par des détours sur les montagnes de Bisesero et de Karongi : des groupes de miliciens armés de fusils les refoulaient de plus en plus loin. Ils ne nous laissèrent plus aucun espoir pour la sœur, la mère et la grand-mère restées dans leurs localités natales.

Le rassemblement de la population menacée dans quelques emplacements centraux et publics n'avait ainsi pas du tout contribué à sa sécurité. Bien au contraire, il avait facilité le « travail » de leurs futurs meurtriers. Après des attaques isolées et de premiers massacres, la fuite de la population tutsi avait ainsi atteint un point final où dès lors elle attendait son avenir incertain.

Une « guerre » sans adversaires. Un génocide

Nous avons vu se dessiner l'étendue réelle de la catastrophe humaine à partir du vendredi ou au moins du samedi 16 avril. Après environ deux heures de fracas d'armes à feu derrière les collines au sud de la ville (salves de fusils et explosions de grenades) le vendredi midi, nous étions tous tendus et anxieux : s'agissait-il réellement du premier tumulte des combats avec l'armée des rebelles, comme cela était présenté par les milices du voisinage ? Ce soir-là aucun blessé ne fut amené à l'hôpital...

Le lendemain matin mon collègue entreprit une « tournée d'inspection » dans le secteur administratif de la ville et à l'endroit des bruits de combat. Des rumeurs de massacres atroces circulaient déjà de bon matin. Vers 11 heures mon collègue arriva effondré et traumatisé devant chez moi : il me décrivit les centaines de cadavres dans les rues vers la préfecture et vers Nyabidahe et aussi le carnage de plusieurs centaines de réfugiés dans l'école secondaire de Nyamishaba. Son estimation spontanée était qu'environ la moitié de la population habitant à Nyabidahe et dans le centre résidentiel de Cyumbati avait été abattue, si on prenait pour base le taux élevé de Tutsi. Il me pria de tenter de recueillir quelques enfants encore survivants parmi les montagnes de cadavres de l'école. Après une brève discussion avec ma femme, je partis avec des volontaires de la Croix Rouge dans l'ambulance de l'hôpital. Une fois sur place, nous avons été conduits par un employé de l'administration de l'école dans un scénario horrible : dans la cour et aux entrées des dortoirs gisaient plusieurs centaines de cadavres, surtout de femmes et

d'enfants. Quelques cadavres d'hommes étaient étendus sur un talus devant les bâtiments des dortoirs (tentative de défense ou de fuite ?). Presque tous portaient des blessures de coups de machettes de plusieurs centimètres de profondeur sur la nuque ou sur leur crâne éclaté, quelques-uns aussi sur les membres et sur le tronc. La plupart avaient la raideur cadavérique depuis le soir précédent, mais certains étaient encore presque chauds et mobiles, ce qui signifiait qu'ils étaient morts seulement depuis quelques heures, après avoir longuement perdu leur sang et dans d'atroces souffrances. Parmi tous ces cadavres, nous n'avons trouvé que deux petits enfants indemnes et cinq enfants grièvement blessés dont les plaies profondes séchaient ouvertes. L'un d'eux pouvait même, malgré de profondes blessures à la nuque, tenir encore la tête droite et marcher. Après avoir rapidement inspecté plusieurs demeures d'enseignants où nous avons trouvé également d'innombrables cadavres à l'intérieur et à l'extérieur, notre ambulance dès lors remplie revint en toute hâte à l'hôpital. Nous avons dû laisser là quelques femmes et leurs enfants, qui avaient été épargnés dans une autre habitation. Elles n'osaient pas s'aventurer sur le chemin de l'hôpital. A l'entrée de l'école étaient assis trois élèves de Byumba qui traînaient l'air ennuyé avec des machettes : « ils montaient la garde ».

Comme il n'y avait aucun cadavre dans les dortoirs et que pas un seul ne portait de blessures d'armes à feu, mais que par ailleurs la plupart des fenêtres et des portes avaient été mises en morceaux et défoncées, le fracas des tirs de la veille avait été manifestement causé par les armes des gendarmes qui avaient ainsi déclenché la panique parmi les réfugiés et les avaient chassés des dortoirs et refoulés vers leurs bourreaux.

Après cette découverte, commença une attente désespérée, car nous voyions se rétrécir comme peau de chagrin l'espoir que les grands regroupements de réfugiés seraient épargnés. A partir de ce samedi (16 avril), les milices firent circuler le bruit que les « complices de la paroisse » allaient être attaqués. Le samedi un calme inquiétant régna autour de l'hôpital. On n'entendait rien, à part le brouhaha provoqué par les milliers de gens dans le stade. Le lundi suivant encore un calme relatif régnait dans le secteur de l'hôpital, mais on disait alors qu'un massacre terrible avait eu lieu à la paroisse. Et que maintenant c'était le tour des gens du

stade ou de l'hôpital, là où beaucoup de complices étaient encore cachés. Compte tenu de cette menace, la partie « hutu » du personnel reparti avec les familles dans les habitations non détruites. A l'hôpital ne restaient que les familles de nos collaborateurs dont les maisons avaient été détruites et les veilleurs de nuit. Quelques-uns allèrent même dans le stade inhospitalier en se figurant y trouver une plus grande sécurité.

Le matin du mardi je suis allé une dernière fois au stade pour expliquer les consultations manquées, pour relancer la distribution d'eau aux occupants et pour les encourager à une auto-organisation qui était leur principale possibilité de survie. L'ambiance était empreinte d'angoisse. Les trois gendarmes qui habituellement gardaient et protégeaient ce stade étaient absents, mais dans cette situation je n'avais pas conscience du sens de cette mesure.

Puis, le sinistre pressentiment se confirma à 15 heures avec l'intervention d'un fracas très proche de coups de feu et de grenades. Ce bruit se prolongea très irrégulièrement plus de trois heures jusqu'au crépuscule vers sept heures du soir. Il était parfois, surtout au début, mêlé à des rumeurs d'applaudissements et de vociférations comme lors d'un match de football. Ma femme et moi étions recroquevillés derrière le lit de notre chambre par peur de tireurs forcenés et, désespérés, nous attendions aussi notre fin pour les prochaines heures. Quand et comment, épuisés par cette nuit de veille, nous nous sommes endormis, je ne peux plus m'en souvenir.

Un calme inquiétant nous entourait le lendemain matin quand nous nous sommes réveillés comme d'habitude à six heures. Aucun bruit ne venait du stade et même les nouvelles internationales sur la radio ne rapportaient naturellement rien sur Kibuye. Nous avons été d'autant plus irrités quand après sept heures un nouveau fracas de tirs d'armes à feu eut lieu comme la veille avant de se ralentir peu à peu à partir de neuf heures environ. Toute la journée nous sommes restés de nouveau recroquevillés dans notre chambre, le cœur serré. Je n'osais même plus aller jusqu'à l'hôpital tout proche. Par la suite nos collaborateurs nous racontèrent que les gendarmes et les milices armées avaient abattu le matin les survivants encore là et qu'après cela les groupes de miliciens armés de machettes, de lances et de gourdins étaient allés au stade pour tuer ou abattre les survivants avant de dépouiller tous les cadavres.

Dans les jours suivants, le médecin régional me raconta qu'il avait observé le massacre du stade depuis la colline située en face. Il habitait en effet dans un autre quartier de la ville. Il n'avait pas honte d'essayer de me faire croire que les occupants du stade avaient été manifestement « organisés et préparés ». L'expulsion du stade, dont il ne pouvait par ailleurs pas m'expliquer le sens, n'aurait pas réussi par le moyen des gaz lacrymogènes, car ils se seraient protégés de ces tirs avec des couvertures imbibées d'eau. Et quand on avait tiré avec des fusils et à coup de grenades, aucune agitation ni panique n'aurait éclaté, car bien au contraire les voisins des personnes touchées qui s'écroulaient autour d'eux seraient restés assis sans émotion ?!

Seulement quatorze jours après l'attentat contre l'avion et après les premières agressions contre des familles isolées sur les collines, neuf jours après le regroupement des victimes dans des camps de réfugiés et le sixième jour après le premier massacre dans l'école, des dizaines de milliers de personnes avaient été systématiquement et atrocement massacrées à Kibuye, presque toute la population tutsi (plus de 20 % de la population), en tant qu'opposants et qu'ennemis. Le « travail » suivant et ultime des milices à Kibuye fut réalisé ensuite deux jours plus tard à l'hôpital (comme ce sera décrit plus loin). Dans l'espace urbain de Kibuye seules les femmes tutsi épouses de Hutu avaient été laissées en vie (parce qu'elles étaient trop nombreuses ?).

La « Nouvelle Loi »

Pour maintenir l'hôpital comme un espace neutre protégé, dans le sens d'une fonction de croix rouge, nous avons déclaré le terrain de l'hôpital « zone désarmée » à parti du mardi 12 avril, au moyen d'affichages en langue du pays. Jusqu'au samedi nous avons largement réussi à faire déposer à l'entrée même les gourdins et les machettes, mais dès la fin de la semaine les affiches ont été déchirées par des milices « power » excitées et l'hôpital considéré désormais comme du ressort de « leur » service.

Deux « contrôles » de pillage avaient été effectués dans notre demeure par des gendarmes dans la matinée, le dimanche (17.4) et le mardi (19.4), en compagnie de familiers des lieux servant de guides et d'« auxiliaires ». Ce n'est que rétrospectivement qu'ils peuvent être définis comme de « simples tentatives d'extorsion ». Tels des victimes innocentes, nous avons été livrés durant de longues heures aux soldats, en proie à une peur panique. Tenant en joue ma femme, ils radotaient sur « la nouvelle loi », demandant si nous n'avions pas encore entendu à la radio que désormais tous les Tutsi devaient être exterminés afin de mettre fin à leur domination séculaire et de se venger de leur oppression.

Cette après-midi du mardi, après le deuxième pillage par les soldats, une troisième « patrouille » de milices du voisinage arriva encore à notre porte. Quoique encore sous le choc de la matinée, je leur refusai l'entrée pour tester quelle serait l'agressivité de leur attitude. A mon étonnement ils furent patients et attendirent la présence réclamée du chef de milice. Après son arrivée, je les ai laissés entrer. Cette « personne de confiance » était le médecin régional, qui était soi-disant à proximité à cause de la perquisition de ses bâtiments de fonction. Les quatre miliciens de la ville que nous connaissions se conduisirent « correctement » dans ces circonstances particulières, ils n'en envoyèrent que deux inspecter notre maison et nous quittèrent en assurant, pour nous apaiser, qu'ils cherchaient uniquement des complices et que nous n'avions plus rien à craindre. Le médecin régional s'informa encore instamment sur l'épouse et la famille du directeur de notre hôpital. Il disait qu'il voulait la « mettre en sécurité » dans le service de transfusion de la Croix Rouge. Mais ils se laissèrent amadouer par mes assurances sur le fait que je n'avais pas de clefs des deux maisons voisines (dans lesquelles précisément la famille du directeur et aussi les frères de ma femme étaient cachés).

Les trois jours suivants furent relativement calmes. Le milicien du voisinage affecté à notre garde était heureusement présent le minimum de temps, si bien que les contacts et l'approvisionnement de nos voisins cachés purent être assurés sans trop de danger de bon matin et le soir.

Mais le respect de l'immunité de la croix rouge s'avéra de plus en plus aléatoire. Des miliciens du quartier voisin de la ville se

présentaient inopinément pour réclamer la livraison des trois Tutsi qui travaillaient là. Cela se passa à intervalles irréguliers jusqu'au milieu de mai, jusqu'à ce que ces collaborateurs aient pu fuir, quand différents groupes de miliciens se livrèrent à un corps à corps dans l'hôpital, qu'une grenade fut mise à feu et qu'un milicien fut tué à cette occasion.

Puis intervint sous « pression officielle » le nouveau travail de la croix rouge, le ramassage et l'enterrement des cadavres : aussi nous avons complètement cessé cette activité qui était considérée par les meurtriers comme un service revenant aux complices des rebelles. Ce n'est que plus de dix jours plus tard, alors que déjà tout Kibuye était à demi asphyxié par l'odeur douceâtre de la putréfaction, que la préfecture organisa, avec l'aide des détenus de la prison et en utilisant des camions et des bulldozers, le déblaiement des montagnes de cadavres vers des fosses communes près du stade, de l'église et juste à l'entrée de la ville.

A la fin de la deuxième semaine de tueries, l'hôpital fut aussi « nettoyé » le vendredi 22 avril : préparé à l'inévitable par de nombreuses rumeurs, l'infirmier de service était présent lors de la triple perquisition. Il put éviter chaque fois à ce moment-là le pillage de l'hôpital, mais toutes les portes fermées furent brisées, la partie du personnel qui y était caché (en gros un tiers) et environ 60 à 80 patients « tutsi blessés » furent poussés sur la route et abattus là à coups de bâton.

Chasses à l'homme au lieu de la paix des cimetières

La fin de la semaine après le raid sur l'hôpital sembla annoncer une « reposante paix des cimetières » et fut très calme.

Mais le lundi matin (25.4) cet espoir fut aussi détruit. A 6 heures 30 du matin, le veilleur du bureau tout proche du médecin régional vint à notre porte et voulut inspecter nos maisons du voisinage, disant que des cris d'enfants y étaient entendus et que quelqu'un devait y être caché (de fait la famille du directeur de l'hôpital). Je réussis encore à retarder d'une heure et demie cette perquisition en insistant sur la présence promise antérieu-

rement de chefs de milice connus. Puis le médecin régional, « compétent pour l'hôpital », vint aussi et les portes des deux maisons voisines furent enfoncées par environ dix jeunes miliciens.

La femme du directeur avait réagi à mes avertissements avec fatalisme. Elle ne voulait plus fuir dans la brousse ; si elle allait être découverte, elle voulait être tuée dans la maison.

Elle fut donc découverte dans la maison avec ses quatre enfants et traînée devant la porte. Ils se tenaient là l'angoisse de la mort dans les yeux, et j'essayais en vain de faire appel au médecin régional, lui demandant s'il ne pouvait pas faire une exception d'une façon ou d'une autre et les épargner sous ma « garantie ». Le médecin régional haussa seulement les épaules et estima qu'il était alors trop tard. Là-dessus nos amis furent emmenés à travers l'hôpital et ils furent lentement coupés en pièces à coups de machettes au bord de la fosse commune. Cette fosse commune est située à 200 mètres à vol d'oiseau en face de notre maison, sur le côté du centre de planification familiale.

Dans la deuxième maison les milices ne trouvèrent ensuite personne, car les frères de ma femme et une amie avaient pris la fuite dans les buissons derrière le terrain de notre cour.

Mais au début de l'après-midi, notre « veilleur personnel » qui flânait dans notre jardin pour fumer des cigarettes, découvrit à ce moment d'inattention cinq des personnes qui y étaient cachées, parmi lesquelles les trois frères. Il les amena sur notre terrasse, où il les interrogea brièvement et leur enleva montre et chaussures. Puis il les traîna à l'hôpital. De là, il revint ensuite à nouveau sur notre terrasse avec un groupe plus important de miliciens et avec les prisonniers pour une sorte de jugement. Après des accusations sommaires sur le fait qu'ils se cachaient et sur leur complicité avec les rebelles, ils furent emmenés vers la fosse commune en passant par le terrain de l'hôpital. Durant toute cette phase, aucun ne se hasarda même à insinuer que nous connaissions les victimes ou même que nous étions de leur famille. Quand je suis allé peu après à l'hôpital parce qu'on m'y avait appelé, j'ai encore vu nos parents se faire dépouiller sous la menace des machettes. Je suis retourné à la maison en courant et en poussant des cris d'horreur. Là je suis resté recroquevillé avec ma femme le reste de la journée.

A part nous-mêmes, nous n'avions dès lors plus personne à protéger ou à perdre...

Espoir de sortie

Grâce à ce qu'avait organisé amicalement le jour suivant notre collègue médecin, dotés d'un papier officiel du préfet et d'un policier pour nous accompagner, nous avons essayé le mercredi matin (27 avril) de nous échapper dans l'ambulance de l'hôpital, avec un chauffeur, par la route du sud, vers Cyangugu. Le départ fut retardé encore jusque vers 11 heures. Les documents de voyage du policier ont d'abord été refusés, parce que « le Blanc » pouvait raconter trop de choses à l'étranger. Puis cela se révéla être un piège du préfet, qui ne voulait pas laisser tuer ma femme à Kibuye : après 30 km nous avons été arrêtés à un barrage routier à Mugonero et tous nos bagages ont été inspectés en détail durant une heure et demie. Dès notre arrivée un milicien de Kibuye s'était répandu en invectives contre ma femme : elle était une complice et cette fois, à la différence de Kibuye, elle ne pourrait échapper à son sort ! C'était un employé de l'administration scolaire à Kibuye et on le connaissait depuis le deuxième pillage de notre maison. Il repartit avec une camionnette après ces insultes (de retour vers Kibuye ?).

Tandis qu'au début je tenais encore ce contrôle pour « normal », ma femme était convaincue qu'il signifiait sa fin. Elle me conjura de chercher en toutes circonstances à « demeurer accommodant », même à son détriment, afin de sauver notre fils de deux mois. Ce fut quand, sur l'intervention insistante de notre policier accompagnateur, il fut au moins obtenu que le chauffeur, avec un autre militaire, pouvait partir discuter chez le préfet, que j'ai pris conscience peu à peu de la gravité de la situation. Jusqu'au retour du chauffeur vers 16 heures 30, nous avons passé de longues heures de tracasseries, en attendant sous l'auvent du commerçant aisé qui faisait office de chef de milice. Les civils des alentours (parmi lesquels des petits enfants et des femmes) qui attendaient là avec des machettes et des gourdins

insultaient ma femme et lui décrivaient en détail sa mort prochaine.

L'aide attendue du préfet ne vint pas : l'étranger pouvait poursuivre sa route avec son fils, mais la Rwandaise devait se soumettre à la décision de la population... Nos bagages d'évacuation restés jusque là au soleil furent à la demande de notre chauffeur soudainement chargés à nouveau dans l'ambulance. Quand je lui ai expliqué catégoriquement que je ne pouvais laisser ma femme seule, il entreprit une dernière tentative auprès du bourgmestre local : il alla le voir avec notre policier accompagnateur.

Dans les deux heures qui suivirent, jusque peu avant 19 heures, nous sommes restés de nouveau terrorisés sous l'auvent de la boutique. Le chef de milice repoussa à plusieurs reprises à quelques mètres de distance la foule des curieux qui augmentait. Peu après 18 heures, le frère du commerçant revint dans sa camionnette avec un certain nombre de miliciens et de soldats, de retour de leurs raids contre les réfugiés sur les collines de Biseseo. Il s'étonna que nous soyons encore là près de sept heures après et que ma femme soit encore en vie. Puis il fit partir tous les curieux alors que le crépuscule venait. Un peu plus tard, alors que nous voyions arriver des autos de loin, une agitation gagna le groupe de miliciens ; ils nous fouillèrent, moi et ma femme, en quête d'éventuels armes et couteaux, et ils furent manifestement irrités de ne rien trouver. Heureusement notre chauffeur revint effectivement avec un petit mot du bourgmestre disant qu'il nous marierait officiellement le lendemain et qu'ils ne devaient pas mettre en danger pour une seule personne la bonne coopération germano-rwandaise. Après trois minutes de discussions, les passeports nous ont été rendus et nous avons été renvoyés sur Kibuye.

Normalité ordonnée

Comme notre maison, surtout la cuisine et la salle de séjour, avaient été passablement pillées, à la faveur de notre départ, par

des voisins et des auxiliaires « amicaux », nous avons été obligés de rester durant deux nuits dans la maison de notre courageux collègue médecin. Après avoir pris des informations et reçu des promesses de sécurité des miliciens du quartier de l'hôpital, nous sommes rentrés de nouveau dans notre maison, où nous sommes restés encore trois semaines, comme en résidence surveillée. Nos chambres avec les vêtements et les affaires d'enfant n'avaient pas été pillées. Mais à cause du manque d'ustensiles de cuisine et de provisions et, craignant un nouveau pillage si on remettait les choses en ordre (des ustensiles de cuisine avaient été entreposés à l'hôpital), nous avons été entretenus par la cuisine commune des dix collaborateurs de la croix rouge à l'hôpital. Cela représentait en même temps un contact extérieur agréable et régulier, utile à notre sécurité, car, sans garde, seuls derrière l'hôpital, nous nous sentions exposés à la criminalité, qu'elle soit ordinaire ou « politique ». Comme nous pensions en particulier que ma femme était constamment menacée, habituellement elle ne sortait plus de la maison et je ne la laissais seule que quelques minutes, durant lesquelles elle attendait anxieusement à la maison. En matière de « travail » à l'hôpital, je n'y allais plus que lorsque des habitués ou d'autres collaborateurs y assuraient sa garde.

Les trois semaines suivantes furent marquées par des chasses à l'homme et des rapines. Toutes les maisons de Kibuye furent fouillées deux ou trois fois et ceux qui y étaient découverts étaient abattus ou jetés dans les latrines.

Nous ne pouvions pas ne pas être témoins, depuis notre maison, du fait que jour après jour des êtres humains étaient forcés de creuser leur tombe et qu'ils étaient massacrés aussitôt après.

Les « complices » non encore découverts, dont les cadavres n'avaient été vus nulle part, étaient spécialement pourchassés en utilisant des rumeurs et les annonces bien ciblées de perquisitions, si bien que la plupart, préoccupés pour leurs « hôtes », essayaient de temps en temps de fuir sur les collines boisées ou dans une autre cachette. C'est ainsi que presque tous ont été découverts en chemin, torturés et tués publiquement. Les têtes coupées de certaines personnes recherchées connues furent exposées des jours durant au carrefour central.

Nous avons souvent observé que des centaines de miliciens venus de la commune de Rutsiro passaient dans Kibuye (même devant notre maison), lorsqu'ils participaient à des attaques ciblées dans la commune voisine au sud ou qu'ils en revenaient.

Par ailleurs tout cela fut accompagné d'une tentative pour organiser la « normalité » : l'école primaire fut rouverte (même si c'était avec beaucoup moins de maîtres et d'élèves). Tous les fonctionnaires durent revenir au travail et s'asseoir sans rien faire dans leurs bureaux. Les chefs de service durent transmettre à la préfecture des listes de leurs collaborateurs « en activité », afin de pouvoir préparer le paiement des traitements avec les ministres compétents. Les banques locales furent réouvertes et assurèrent des transactions limitées (encaissements et versements sur les comptes d'épargne).

D'abord le Premier ministre et, une semaine plus tard, le lundi 16 mai, aussi le président du gouvernement de transition, sont venus à Kibuye pour faire l'éloge de la « défense de la sécurité », exemplaire dans cette préfecture et pour en encourager la poursuite. Bien entendu, les ennemis ne seraient pas les voisins « tutsi », mais tous les complices de l'armée des rebelles.

Le marché et les magasins « hutu » non pillés furent rouverts.

Une activité modérée de transports des commerçants et des agents de l'État « sympathisants du gouvernement » reprit son cours, ce qui finalement nous permit aussi de réagir aux avis de recherche de nos amis allemands de Bukavu.

Sauvés ou marqués ?

Quand ensuite, avec une rapidité assez étonnante, des amis allemands nous ont sortis de Kibuye par la voie du lac et donc sauvés, le motif *a priori* nationaliste qui les conduisait à évacuer un Allemand m'était profondément indifférent. Nous aurions certes emmené aussi avec joie des centaines de Rwandais, amis ou en détresse, mais nous nous étions habitués à abandonner amis et parents pour notre propre survie. Ce fut seulement après une longue négociation avec le « conseil de sécurité » de la pré-

fecture, qui était justement en session, que l'autorisation de départ de ma femme fut aussi obtenue, alors que manifestement elle venait d'y être mise sur la liste des condamnés à mort pour la fin de cette semaine-là. Cette réalité relégua finalement à l'arrière-plan ces réflexions sur la nationalité et l'égalité universelle des droits de l'homme.

Nous avons donc été trois à échapper au sacrifice humain politique du Rwanda.

Pourrons-nous à nouveau partager normalement et de façon constructive les tâches d'une société, peut-être même de nouveau travailler dans et avec la société rwandaise ?